

Initiative de Lomé contre les médicaments qui tuent

Programme 2022-2024

Le trafic de médicaments falsifiés et de qualité inférieure (MFQI) prive les patients africains de médicaments de qualité abordables.

En janvier 2020, six gouvernements africains se sont associés pour lutter contre cette activité criminelle qui menace la santé publique, la sécurité des pays et leur état de droit. Elle fragilise aussi l'économie de la santé.













avec l'appui de la



Fondation Brazzaville

Le trafic de médicaments falsifiés et de qualité inférieure (MFQI)

42% des signalements proviennent d'Afrique subsaharienne



Un enjeu de santé publique

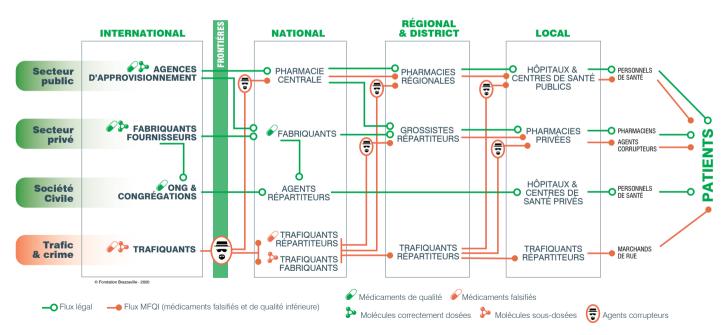
- L'Afrique est fortement dépendante des importations de médicaments : 70 à 90 % des médicaments consommés en Afrique subsaharienne sont importés (McKinsey, 2019)
- L'Afrique subsaharienne est extrêmement touchée par le trafic de médicaments falsifiés : 42 % des signalements du trafic reportés au dispositif global de surveillance de l'OMS proviennent d'Afrique subsaharienne (OMS, 2017)
- Tous les médicaments présentent un risque de contenir des substances toxiques ou contre-indiquées : en mars 2019, au Cameroun, de nombreux cas d'hypoglycémie ont permis de mettre en évidence la présence d'un antidiabétique dans un médicament contre l'hypertension (OMS. 2019)
- Des médicaments qui tuent : chaque année, environ 122 350 décès d'enfants de moins de cinq ans dans les 39 pays d'Afrique subsaharienne étudiés seraient liés à l'usage d'antipaludiques de mauvaise qualité (The American Journal of tropical medicine and hygiene, 2015)

Un enieu lié à la sécurité. à l'état de droit et à l'économie de la santé

- Une atteinte à l'économie africaine : les pertes socioéconomiques causées par le trafic de médicaments falsifiés et de qualité inférieure fragilisent les économies des pays africains, notamment dû au blanchiment de capitaux (ONUDC, 2019)
- Un trafic géré à des degrés divers par le crime organisé (Pryzswa, 2013)
- Le marché illégal des médicaments représenterait 200 milliards de dollars au niveau mondial (Forum Économique Mondial, 2011)

Les effets de la corruption sur la chaîne d'approvisionnement pharmaceutique

L'observation des effets des agents corrupteurs sur la chaîne d'approvisionnement pharmaceutique permet de prendre conscience de la nécessité 1) d'entreprendre une action interministérielle au niveau des pouvoirs publics et 2) de mettre en œuvre des plans coordonnés entre le secteurs public et privé et les acteurs de la société civile pour lutter efficacement contre le trafic.





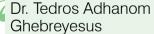
Le samedi 18 janvier 2020, S.E. Faure Gnassingbé, Président du Togo, S.E. Yoweri Museveni, Président de l'Ouganda, S.E. Macky Sall, Président du Sénégal, et des représentants de la République du Congo, du Ghana et du Niger ont lancé l'Initiative de Lomé, avec l'appui de la Fondation Brazzaville.

Lors du lancement de l'Initiative de Lomé, les Chefs d'État ont signé une déclaration politique fixant les objectifs suivants :

- Mettre en place des législations permettant de criminaliser le trafic de médicaments falsifiés et de qualité inférieure et d'imposer de lourdes sanctions pénales;
- Signer et ratifier les accords internationaux, notamment la convention MEDICRIME, la convention de Palerme contre la criminalité transnationale organisée, et le traité instituant l'Agence africaine du médicament.

S.E. Faure Gnassingbé Président de la République du Togo

C'est la première fois que nous Africains, nous emparons nous-mêmes du problème des faux médicaments et de leur trafic : un fléau dont notre continent est la première victime et dont les conséquences sont dramatiques pour nos populations.



Directeur général, Organisation mondiale de la santé, présent au Sommet de Lomé

Deux des douze actions de la stratégie de l'OMS ont trait au renforcement des cadres juridiques pour lutter contre les criminels qui en font le trafic. Il est important de renforcer la réponse juridique aux médicaments falsifiés et non conformes aux normes.

La méthodologie des plans nationaux de lutte contre les MFQI

Pour répondre aux enjeux identifiés, les pays membres sont appelés à mettre en œuvre des plans nationaux de lutte contre les MFQI qui s'articulent autour de quatre domaines d'action complémentaires et de deux leviers d'action. Amélioration de la Réduction du trafic de MFQI santé publique et des activités criminelles Mise en place d'une politique d'économie Renforcement de la santé Renforcement de de la sécurité l'état de droit des états

Une politique transversale basée sur l'action interministérielle et sur l'adoption d'une législation puissante Une action systémique et coordonnée des pouvoirs publics, du secteur privé et des acteurs de la société civile

Les cibles prioritaires des plans nationaux de lutte contre les MFQI

Cinq cibles prioritaires ont été identifiées pour accompagner les changements de comportements parmi les groupes d'individus qui peuvent contribuer efficacement à la réduction du trafic de MFQI.





Les femmes acheteuses

qui doivent trouver une alternative aux médicaments des rues en accédant à des médicaments de qualité à des coûts abordables



qui ont la capacité de changer les comportements d'achat, notamment grâce au système éducatif



L'opinion publique par des campagnes de sensibilisation de masse

L'action systémique et coordonnée de l'ensemble des parties prenantes*

Amélioration de la santé publique

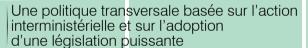
Réduction du trafic de MFQI et des activités criminelles

> Renforcement de la **sécurité** des états



Renforcement de l'état de droit





- Ministère de la Justice
- Ministère de l'Intérieur
- Ministère de la Santé
- Ministère de l'Intérieur
- Ministère de la Défense
- Ministère des Finances (Douanes)



action

Une action systémique et coordonnée des pouvoirs publics, du secteur privé et des acteurs de la société civile

- Ordres professionnels des métiers du droit
- Industrie pharmaceutique

Industrie pharmaceutique

- Ministère des Finances
- Ministère du Commerce et de l'Industrie
- Ministère de la Santé
- Ministère des Affaires sociales
- Ministère de la Condition féminine
- Ordres professionnels des métiers de la santé
- Gestionnaires d'hôpitaux, de centres de santés et de pharmacies
- Industrie pharmaceutique

Ministère de la Santé

- Ministère des Affaires sociales
- Ministère de la Condition féminine
- Ministère de l'Éducation
- Ministère de la Jeunesse et des Sports

- Gestionnaires d'hôpitaux. de centres de santé et de pharmacies (privé, public, ONG et congrégations)
- Ordres professionnels des métiers de la santé
- Industrie pharmaceutique

^{*} Listes non exhaustives

La réponse juridique

La mise en place de nouvelles législations est au cœur du dispositif de l'Initiative de Lomé qui prévoit la ratification, par les états signataires, de traités internationaux dont celui instituant l'Agence africaine du médicament. Ce projet panafricain comprend l'adoption, par chaque état africain, d'une loi type pharmaceutique qui vise l'harmonisation de la régulation au niveau continental.



attendus ésultats

Les résultats attendus des plans nationaux de lutte contre les MFQI

Réduction du trafic de MFQI et des activités criminelles



Renforcement de l'état de droit

- Création d'une autorité de contrôle indépendante (agencialisation)
- Mise à jour et renforcement des législations pénales
- Capacité d'harmonisation législative au niveau régional et continental
- Renforcement des compétences des agents publics de la Justice
- Habilitation des agents publics de la sécurité et des douanes

Renforcement de la sécurité des états

- Renforcement des compétences des agents publics de la sécurité et des douanes
- Mécanismes interministériels pour appliquer les nouvelles législations
- Moyens techniques d'investigation et d'interpellation des trafiquants
- Capacité de stockage et de destruction des produits contrefaits saisis

Mise en place d'une politique d'économie de la santé

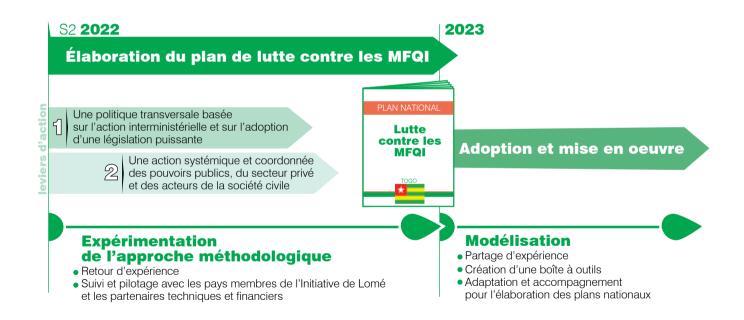
- Solutions innovantes. pour reconvertir les marchands des rues
- Intégrité de la chaîne d'approvisionnement pharmaceutique
- Production pharmaceutique au plus près des patients consommateurs
- Environnement favorable à la diffusion de médicaments de qualité
- Nouvelles ressources économiques pour le secteur privé (revenus) et le secteur public (fiscalité)

Amélioration de la santé publique

- Accès à des médicaments de qualité
- Meilleurs soins pour les patients
- Renforcement des compétences des professionnels de santé (secteur public, privé, ONG et congrégations)
- Campagnes de sensibilisation en direction des cibles prioritaires

Le projet pilote au Togo et la modélisation de la méthode

Le Togo s'est porté candidat pour abriter un projet pilote qui permettra de tester la méthodologie quidant l'élaboration d'un plan de lutte conte les MFQI, et de la modéliser.



Perspectives de l'Initiative de Lomé

Les engagements des pays signataires

- Élaborer et mettre en œuvre un plan national de lutte contre les MFQI
- Ratifier les traités internationaux (Palerme, MEDICRIME, Agence africaine du médicament)
- Adapter la législation, en adoptant notamment la loi type pharmaceutique de l'Union africaine, et la faire appliquer

Coordination politique et technique

- Rencontres régulières des ministres de la Santé des états signataires
- Rencontres régulières des directeurs de la pharmacie et des directeurs d'agence de régulation
- Intégration des pays candidats

Affaires publiques et plaidoyer international

- Relations avec les partenaires techniques et financiers
- Participation dans des événements internationaux
- Accompagnement pour la signature des traités et conventions

Renforcement des capacités

- Séminaires et ateliers internationaux
- Consultation internationale de jeunes experts

Photo de gauche : Réunion de travail entre le Ministre de la Santé du Togo et la Représentante résidente de l'OMS, janvier 2021, en présence du Directeur général de la Fondation Brazzaville. Photo de droite : Participants à un séminaire de l'ONUDC sur le crime organisé transnational à Abidjan, mars 2022.



Le cadre partenarial

États signataires

Les états signataires sont les maîtres d'ouvrage du programme. Hôte du sommet de lancement. la République du Togo assure la coordination politique.



États candidats



La coordination technique

La Fondation Brazzaville est maître d'œuvre du programme et elle assure à ce titre la coordination technique.



Elle jouit du statut d'observateur au Comité des parties à la convention MEDICRIME du Conseil de l'Europe (mai 2021).



Elle est membre du comité exécutif de l'Alliance Fight the Fakes (février 2022).



Coopération et collaboration

Les partenaires de l'Initiative de Lomé entretiennent des relations de travail avec :

Le siège, le bureau régional et les représentations nationales de l'Organisation Mondiale de la Santé



L'Union africaine (Agence africaine du médicament et AUDA-NEPAD)



Le siège et le bureau Afrique de l'Ouest et Afrique centrale de l'ONUDC



La fédération internationale des fabricants et associations pharmaceutiques - IFPMA



Les entreprises du médicament (LEEM - France)





Fondation Brazzaville

The Brazzaville Foundation 17 Oval Way London SE11 5RR Royaume-Uni www.brazzavillefoundation.org contact@brazzavillefoundation.org

- **f** Brazzaville Foundation
- in Fondation Brazzaville
- Fondation Brazzaville